Lévis, le 4 novembre 2014

Par courriel et dépôt au SDÉ

Me Véronique Dubois, Secrétaire
RÉGIE DE L'ÉNERGIE
Tour de la Bourse, C.P. 001
800, Place Victoria, 2^e étage, bur. 255
Montréal QC H4Z 1A2

OBJET : HQT – Demande de modification de la politique d'ajouts au réseau de transport

Dossier : R-3888-2014

Demande de modification du calendrier et de traduction de documents

---

Chère Consoeur,

L'AQCIE et le CIFQ souhaitent saisir la Régie d'une problématique relative à la conduite de ce dossier.

Le Transporteur vient de déposer des documents totalisant 168 pages de texte très serré en réponse aux DDR de la Régie et des intervenants.

La quasi-totalité des réponses en question sont rédigées, il va de soi, en langue française.

L'expert de l'AQCIE et du CIFQ et, présumons-nous, celui de NLH, sont de langue anglaise et il sera nécessaire de faire traduire en totalité ou en partie ces documents pour leur permettre de présenter à la Régie un avis éclairé sur diverses questions, dont plusieurs sont d'une grande importance et font l'objet de préoccupation tant à la Régie que chez les intervenants depuis plusieurs années.

Notre expert, quant à lui, n'aura pas l'opportunité de considérer cette question avant plusieurs jours, étant retenu devant un autre tribunal. Notre analyste non plus, vu les échéances à rencontrer dans d'autres dossiers en cours.

Nous ignorons par ailleurs quel sera précisément le délai requis pour les traductions, mais il sera vraisemblablement de quelques semaines.

Le délai pour la préparation d'un rapport d'analyse et d'un rapport d'expertise sera lui-même ensuite de quelques semaines et chevauchera au moins en partie les audiences dans les dossiers tarifaires du Distributeur et, selon le cas, du Transporteur.

L'échéance pour la production de la preuve des intervenants dans ce dossier a été fixée au 14 novembre 2014 alors que l'audience orale ne débutera que le 2 février 2015.

Dans ce contexte nous soumettons qu'il serait approprié de reporter au mois de janvier la production de la preuve des intervenants.

Nous demandons par ailleurs à la Régie d'autoriser l'AQCIE et le CIFQ à faire traduire la totalité des réponses aux DDR pour le cas où l'autorisation déjà accordée au paragraphe 79 de la décision D-2014-117 ne couvrirait pas cette partie de la preuve.

Je vous prie d'agréer, chère Consoeur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

(s) *Pierre Pelletier*

Pierre Pelletier

PP/sb

p.j.

c.c. Me Yves Fréchette
Me Éric Dunberry
Me Marie-Christine Hivon